

Valladolid Une conférence ... sans controverse *

Quelque 400 chercheurs et praticiens de 40 pays se sont retrouvés, du 6 au 8 avril à Valladolid (Espagne) pour échanger leurs travaux et leurs expériences dans le champ de l'économie sociale. C'était la troisième édition d'une manifestation que le CIRIEC organise tous les deux ans, dans l'intervalle de ses congrès. Les deux précédentes s'étaient tenues à Victoria (Canada) et Östersund (Suède) et avaient remporté un succès grandissant. Celle de Valladolid a confirmé que c'est aujourd'hui, sans conteste, l'une des plus importantes rencontres scientifiques internationales.

La conférence de Valladolid était organisée par la section espagnole du CIRIEC et le CIRIEC International, avec la collaboration du réseau espagnol des instituts et centres universitaires de recherche, l'Université de Valladolid et la Junte de Castille et Leon. Elle d'analyser le rôle que un nouveau modèle de Nord. Il s'agissait d'étudier la secteur socioéconomique, sa ambitieux défi.

Outre les sessions plénières, 30 ateliers où ont été (Moins de la moitié des Celles qui n'ont pu faire l'objet été exposées sous forme de ouvrage qui reprendra

La forte participation s'explique, en grande partie, par le moment où la conférence a été organisée : quelques semaines après la promulgation par le parlement espagnol d'une loi-cadre sur l'économie sociale, la première de cette nature dans le monde.

Les membres du CIRIEC-France ont joué un rôle actif dans la préparation et le déroulement de la conférence. Citons, en particulier, les professeurs Nadine Richez-Battesti, François Rousseau, Roland Perez et François Silva. J'ai, moi-même, coordonné les travaux de l'atelier qui traitait des relations et alliances entre l'économie sociale et les syndicats.

Décidément, « à quelque chose malheur est bon ». Le succès des initiatives du CIRIEC, dans son rôle d'illustration et de promotion de l'économie d'intérêt général, qu'elle soit publique ou sociale, doit beaucoup à la crise. Le modèle économique dominant a fait faillite, avec des conséquences sociales dont on n'a pas encore mesuré la véritable ampleur. Comment s'étonner dès lors que de plus en plus de femmes et d'hommes éprouvent le besoin de réfléchir ensemble aux conditions de l'avènement d'une économie qui serait, enfin, au service du plus grand nombre ? Ils l'ont fait à Valladolid, sans controverse.

Marcel Caballero
Vice président du CIRIEC-France

* « Les indiens ont-ils une âme ? » Tel fut l'objet de la controverse qui opposa, au XVIe s. à Valladolid, alors capitale de l'Espagne, le philosophe Sepulveda et le dominicain Las Casas.



les travaux se sont déroulés dans présentées 154 communications reçues par le jury) de présentation et de débats ont posters et seront incluses dans un l'ensemble des travaux.

espagnole et latino-américaine

ACTUALITE

VERS LA RECONNAISSANCE DES SSIG ?

La reconnaissance en droit de la spécificité des Services Sociaux d'Intérêt Général est en marche. Le Commissaire Almunia (Concurrence) a obtenu l'accord du collège des Commissaires de réformer les règles de contrôle des aides d'Etat aux Services d'Intérêt Economique Général en reconnaissant la spécificité des SSIG, notamment en termes d'ancrage local et de faible affectation des échanges intracommunautaires.

Des propositions législatives d'allègement du contrôle des aides d'Etat pour les SSIG viendront d'ici l'été en vue de leur entrée en vigueur en novembre prochain. L'aboutissement de plus de 5 ans de débat au niveau communautaire pour une reconnaissance en droit des spécificités des SSIG. En effet, mettant en avant une nouvelle approche différenciée et proportionnée, la Commission va examiner "divers moyens d'apporter une réponse plus différenciée et proportionnée aux différents types de SIEG. Elle a l'intention de subordonner le degré d'approfondissement de l'examen sous l'angle des aides d'État à la nature des services fournis. À cet effet, elle pourrait notamment simplifier l'application des règles pour certains types de services publics de petite envergure et de portée locale ayant un impact limité sur les échanges entre États membres, ainsi que pour certains types de services sociaux, tout en tenant davantage compte de considérations liées à l'efficacité et à la concurrence aux fins du traitement des services commerciaux ayant clairement une portée européenne".

>>> Collectif SSIG <http://www.ssig-fr.org>

PREPARATION DES ETATS GENERAUX DE L'ESS



Dans la perspective des Etats généraux de l'économie sociale et solidaire qui se tiendront du 17 au 19 juin 2011 au Palais Brongniart à Paris à l'initiative du Labo de l'Economie Sociale et Solidaire, une plateforme collaborative en ligne a été lancée en janvier dernier.

Le site www.pouruneautreconomie.fr/ présente ainsi les grandes étapes des Etats généraux et ses actions phares : « cahiers d'espérances », manifestations régionales et locales, etc. Il doit permettre aux internautes (individu, groupe, association, région, etc.) de partager leurs propositions autour de l'économie sociale et solidaire, de contribuer aux « cahiers d'espérances » et d'organiser des groupes de travail. Les « cahiers d'espérances » sont au coeur du dispositif de préparation des Etats généraux. Ils ont vocation à être des propositions concrètes pour une autre économie et seront, après l'événement du Palais Brongniart, portés auprès de l'opinion et des décideurs tout au long de la prochaine campagne présidentielle. La plateforme en ligne propose un cadre et un support méthodologique pour organiser les propositions et contributions.

>>> [Rédigez un cahier d'espérance](#)

UNE CHAIRE D'ECONOMIE SOCIALE A L'UNIVERSITE LYON 2

Partant du constat que le poids de l'économie sociale est historiquement important en région Rhône-Alpes, l'Université Lyon 2 a inauguré, en novembre dernier, sa Chaire « Entrepreneuriat en économie sociale » présidée par Denis Colongo, enseignant-chercheur à la faculté des sciences économiques et de gestion, et secrétaire général de la CRESS Rhône-Alpes. Créée en partenariat avec, notamment, la Chambre régionale d'économie sociale et solidaire (CRESS) Rhône-Alpes, le COORACE Rhône-Alpes et le Collège Coopératif Rhône-Alpes, la Chaire « Entrepreneuriat en économie sociale » a pour objectif de relever quatre enjeux majeurs :

- Améliorer la connaissance et la compréhension de l'économie sociale ;
- Développer l'entrepreneuriat dans ce secteur ;
- Promouvoir la différenciation de l'économie sociale face à une logique économique antagoniste et dominante ;
- Favoriser l'engagement des futurs professionnels dans l'innovation sociale.

La [Fondation d'entreprise Crédit Coopératif](#), membre fondateur de cette initiative, soutiendra la chaire pendant trois ans. En appuyant l'action dynamique de la CRESS en région Rhône-Alpes, terre d'associations, de coopératives et de mutuelles, ce partenariat lui permet de renforcer sa présence auprès des acteurs de l'économie sociale.

>>> www.univ-lyon2.fr

TRAVAUX DU CIRIEC

DINERS-DEBATS du CIRIEC-FRANCE

« **Q**uelle solidarité en faveur des personnes âgées ? Le rôle des départements et l'approche de la Mutualité et des Institutions de prévoyance » Tel était le sujet du dernier dîner-débat du CIRIEC-France (Paris, 26 avril 2011). Le succès remporté par cette manifestation est à la hauteur des inquiétudes nées du « clair-obscur » des intentions gouvernementales en matière de prise en charge du problème du vieillissement de la population et, en particulier du risque de dépendance. Les enjeux étaient présentés par **Claudy Lebreton**, président de l'Association des Départements de France, **Alain Arnaud**, président général de la Mutualité Fonction Publique et **Jean-Manuel Kupiec**, directeur général adjoint à l'Organisme Commun des Institutions de Rentes et de Prévoyance.

Au cours du débat, l'accent a été mis sur la nécessité de privilégier les solutions collectives et solidaires, dans une complémentarité entre initiatives publiques et privées non lucratives.

Des actes seront publiés prochainement.

DINER-DEBAT DU CIRIEC-FRANCE

► L'économie sociale et solidaire au cœur des territoires

mercredi 15 juin 2011, à 18 h 30
(Cercle Républicain, 5 avenue de l'Opéra – Paris 1^{er})

Débat présenté par le groupe de recherche **Economie sociale** du CIRIEC-France
animé par les professeures

Danièle Demoustier et Nadine Richez-Battesti

La présentation sera faite à partir du numéro spécial de la revue *Géographie Economie et Société* sur les organisations de l'ESS : gouvernance, régulation et territoire.

Cette publication est le résultat du groupe de travail « Economie sociale » du CIRIEC-France
La recherche met en évidence la contribution des entreprises de l'économie sociale et solidaire aux mutations des sociétés contemporaines autour de deux dimensions :

- leur contribution à la production des politiques publiques (en terme de gouvernance)
- la coordination des activités, des emplois et des revenus et des flux de capitaux (régulation du système productif).

La présentation s'appuiera sur l'actualité récente, notamment sur les Etats généraux de l'économie sociale et solidaire, pour montrer tout l'intérêt de cette analyse.

**Le débat se poursuivra au cours d'un dîner servi dans les salons
du Cercle Républicain**

(Participation aux frais : 20 €)

info@ciriec-France.org

RENCONTRES ESCEM-CIRIEC

« MANAGEMENT EN ECONOMIE SOCIALE : ses fondements, ses spécificités, ses nouveaux enjeux et ses évolutions »

Prochaines rencontres – Paris :

>>> 10 mai 2011 : « Reconnaissance et appartenance dans les organisations d'économie sociale »

>>> 24 mai 2011 : « Transformation du lien social »

Programme / Inscription : http://www.escem.fr/mail/100623_mailing_recherche/ mailing_recherche.html

Programme soutenu par Audiens, la Délégation à l'économie sociale et la Fondation Crédit Coopératif

Rencontre des acteurs et des chercheurs de l'économie sociale avec Elinor OSTROM (Prix Nobel d'économie)

« L'apport d'Ecole de Bloomington à l'Economie sociale et solidaire : Biens collectifs, capital social et gouvernance/auto-organisation »

Paris, 23 juin 2011

En juin prochain, Mme Elinor Ostrom (Prix Nobel d'Economie 2009) sera en France à l'initiative conjointe d'un ensemble d'institutions françaises (CIRAD, Académie d'agriculture, Université et Agropolis Montpellier) et d'institutions internationales (OCDE, UNESCO). Dans le cadre de ce programme, il a été prévu, le 23 juin, une rencontre à Paris autour des thématiques de l'économie sociale et solidaire. En effet, les problématiques couvertes par Elinor Ostrom et son équipe dépassant les seuls terrains socio-écologiques, il est apparu souhaitable de s'ouvrir aux chercheurs travaillant sur d'autres terrains (information-communication, sciences du vivant...) et aux mouvements associatifs concernés par la problématique des « biens collectifs », du « capital social », de l'« auto-organisation et l'auto-gouvernance », très présente dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

L'organisation de la rencontre a été confiée au *CIRIEC-France*, au *CNAM* (Conservatoire National des Arts & Métiers), à la Chaire Economie Sociale de l'*ESCEM Tours/Poitiers* (en partenariat avec le groupe Audiens et la MAIF) et au *RIODD (Réseau International sur les Organisations et le Développement Durable)*, en partenariat avec diverses institutions et associations scientifiques (réseaux AFEP, MCX, RNSC, SFM) et avec l'appui de plusieurs institutions et entreprises de l'ESS (CEGES, MACIF,...)

Un appel à contributions a été lancé dans le cadre du programme général de la visite en France, afin de faire connaître cette initiative au sein de la communauté scientifique et des collectifs d'acteurs concernés. Plusieurs groupes de travail ont été mis en place afin de structurer la réflexion en amont et de préparer le débat. Les ateliers constitués, à partir des propositions reçues, sont les suivants pour la rencontre du jeudi 23 juin :

- **Les apports (concepts, modèles et méthodes) de l'Ecole de Bloomington à l'ESS**
- **ESS et biens immatériels** (dédoublé en deux sous-groupes portant l'un sur les aspects généraux de d'économie immatérielle, l'autre sur les aspects spécifiques à l'informatique et internet)
- **Collectifs auto-organisés, gouvernance et régulation**

Ces ateliers sont largement « auto-organisés », une coordination *a minima* étant assurée, par le comité d'orientation-organisation.

La rencontre se déroulera au siège parisien de la MACIF, 17-19 place Etienne-Pernet.

>>> Information – Inscription : info@ciriec-France.org

POINTS DE VUE

UNE CROISSANCE EN « METHODE COUE »

(Dans une récente circulaire, la Confédération FO a adressé le texte suivant aux organisations confédérées sous la signature de [Jean-Claude Mailly](#), secrétaire général, et de [Pascal Pavageau](#), secrétaire confédéral.

Nous le diffusons avec leur autorisation)

« **D**es événements majeurs viennent de frapper les économies mondiales. Pour l'heure, la conjoncture internationale reste donc très hésitante. Les prévisions disponibles ont été réalisées avant le séisme survenu au Japon dont les répercussions sur l'économie mondiale, en plus des drames sociaux et humains, pourraient être très importantes, bien qu'encore impossible à évaluer. En ce qui concerne les tensions et bouleversements au Proche Orient et en Afrique du Nord, si ceux-ci ont déjà contribué à augmenter le prix du pétrole, la question de la durée et de l'ampleur qu'aura cette tendance à la hausse du prix des matières premières sur l'ensemble des autres prix reste entière.

Au niveau international, l'OCDE, dans son évaluation intérimaire de début avril, prévoit toutefois une croissance meilleure que prévue dans les grands pays, à l'instar de ce qu'elle a été fin 2010 aux Etats-Unis et dans les pays émergents notamment. Le rebond de la croissance viendrait, selon l'OCDE, de la reprise du commerce mondial qui a retrouvé ses niveaux d'avant crise et de la bonne santé des comptes des entreprises. Dit autrement : de la reprise des profits, ce qu'a effectivement, et récemment confirmée, la publication des résultats des entreprises françaises du CAC 40 avec des profits en hausse de 85% par rapport à 2009 ! La légère amélioration des marchés du travail, en particulier de celui américain, bénéficierait en outre à la consommation privée.

Pour la zone Euro et la France en particulier, les perspectives sont particulièrement modestes avec un taux de croissance annoncé en baisse dès le second trimestre 2011, un taux de chômage qui se maintient à un niveau élevé et une demande privée très fragilisée par la dureté des plans de rigueur partout mis en œuvre. Les prévisions de l'INSEE annoncent néanmoins un certain dynamisme de l'activité économique mais principalement pour la première moitié de l'année 2011. Tiré par la reprise de l'investissement et des exportations, ce scénario d'une « consolidation » de la reprise française – une reprise récemment qualifiée de « modérée » par l'OCDE – pourrait se confirmer selon l'INSEE au vu de l'amélioration des « indicateurs de confiance », sortes de baromètre du moral des chefs d'entreprises et des industriels quant à leur activité propre et à celle de leur branche.

Si l'INSEE assoit donc en partie sa prévision sur la « psychologie », d'autres facteurs, bien concrets quant à eux, nous inclinent à beaucoup plus d'inquiétude. La montée des prix alimentaires et des prix énergétiques, la généralisation des mesures de rigueur, d'austérité et de modération salariale décidée dans le cadre scandaleux du « pacte de l'euro » constituent autant de facteurs récessifs pour l'activité économique que de puissants leviers de régression sociale. L'INSEE le reconnaît d'ailleurs en classant au premier rang des fragilités, l'impact, d'ores et déjà qualifié de significatif, des mesures de consolidation budgétaires menées en Europe sur le pouvoir d'achat des ménages.

La dangerosité et la portée politique de ce programme scandaleux d'une « coordination renforcée des politiques économiques pour la compétitivité et la convergence » ou « pacte pour l'Euro », doivent être évaluées à leur juste valeur. Avec ce pacte visant à lier salaires et productivité, à restreindre la souveraineté des Etats et de leur parlement en matière de finances publiques, l'Union Européenne vient de franchir un pas que FORCE OUVRIERE juge intolérable.

Conjugué à l'action de la Banque centrale européenne (BCE) en faveur d'une modération salariale elle aussi constitutionnalisée, à celle de l'OCDE souhaitant pour la France un marché du travail moins protecteur ou un assainissement budgétaire encore plus rapide, ce « pacte des loups de la finance » offre une autre illustration du pouvoir de nuisance de cette idéologie libérale au nom de laquelle nos institutions économiques n'avancent même plus cachées.



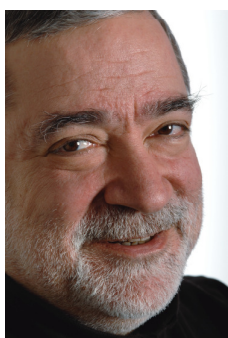
Quand ce n'est plus la réalité qui est la faculté première de l'estimation, mais la croyance aveugle en un modèle ayant déjà fait les preuves de ses effets dévastateurs, la croissance devient une espérance en « méthode Coué » alors que les drames sociaux et humains explosent ».

Le PS et l'ESS : une démarche ouverte

« **L**e "Laboratoire des idées", dit Lab, est une structure créée il y a deux ans au sein du PS sous la direction de Christian Paul pour penser un "projet de société". Il a travaillé dans les derniers mois, sous la conduite de Razzi Hammadi, sur "l'Economie sociale et solidaire au coeur de l'Autre économie"...

Le 7 mars il présentait devant des militants du Parti et des responsables de l'ESS un premier état de son travail.

Il n'est pas question ici de développer ce qui est encore en discussion mais de regarder la démarche entamée. Longtemps dans les textes du PS, la référence à l'ESS n'était qu'un élément marginal plaqué au programme.



Ce qui est aujourd'hui proposé c'est une confrontation à l'ESS non pour intervenir dans ses débats mais pour intégrer ses valeurs et principes, ses enjeux et ses capacités transformatrices au sein du projet même du parti. Cette réappropriation du sujet renoue avec une histoire, complexe mais riche entre l'ESS et le projet social-démocrate. De Charles Gide à Jean Jaurès les liens entre le monde coopératif, mutualiste et associatif et la mouvance socialiste sont anciens.

Nous ne savons pas ce que ce travail produira mais nous ne pouvons que nous réjouir de voir ces liens renaître à l'heure où les questions fondamentales du collectif, de la démocratie et de la solidarité qui fondent l'ESS semblent disparaître du débat politique au profit des questions troubles d'identité et de sécurité ».

[Jean-Philippe Milesy](#)

Délégué général de *Rencontres sociales*

Un vent d'optimisme pour l'économie sociale européenne

« **L**es raisons de se réjouir de l'actualité européenne et internationale ne sont pas nombreuses. Autant donc les saisir quand elles se présentent et qu'elles concernent l'économie sociale et ses acteurs !

Tout d'abord, la déclaration sur les Statuts du Parlement européen s'est trouvée rapidement confortée par les résultats de la consultation sur le marché unique : la Commission européenne a classé deuxième celle portant sur l'innovation sociale et les statuts, en indiquant qu'elle proposera des mesures qui permettront d'améliorer la qualité des structures juridiques concernées afin d'optimiser (...) et de faciliter leur développement au sein du marché unique ».

La Commission européenne a également lancé le 5 avril sa consultation publique sur les moyens d'améliorer la gouvernance des entreprises. Le commissaire Michel BARNIER, chargé du marché intérieur et des services, a déclaré à ce propos : « Dans le contexte économique actuel, nous avons plus que jamais besoin d'entreprises bien gérées, c'est-à-dire responsables et durables. L'excès de court-termisme a eu des conséquences désastreuses. C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui le débat sur l'efficacité du cadre actuel de gouvernance des entreprises. Ce dont nous avons surtout besoin, c'est que les conseils d'administration soient plus efficaces et que les actionnaires assument pleinement leurs responsabilités. » Qui mieux que les acteurs et entreprises de l'économie sociale pour répondre à cette volonté exprimée par la Commission européenne ?

Il est par ailleurs et désormais acquis que le premier semestre 2011 sera celui de la naissance de Finance Watch, pôle européen d'expertise, de communication et de lobbying pour faire contrepoids au monde « traditionnel de la finance » et ainsi développer une contre-expertise sur les activités menées sur les marchés financiers par les principaux opérateurs. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette nouvelle organisation de la société civile, mais le fait qu'elle ait été portée par des politiques de tous horizons au Parlement européen renforce encore notre tendance à l'optimisme.

Ces nouvelles, pour aussi intéressantes qu'elles soient, ne doivent cependant pas nous aveugler : le chemin est encore long pour rééquilibrer la construction européenne dans le sens d'une économie plurielle, porteuse de solidarités, d'une croissance pérenne conjuguée au progrès social et donc respectueuse des citoyens ».

[Arnaud BREUIL](#)

Directeur de l'ICOSI



NOS ADHERENTS INNOVENT

LA NOUVELLE OFFRE DE MUTLOG

MUTLOG, la mutuelle du logement a pour principale mission de réaliser des opérations d'assurance destinées à couvrir les emprunteurs (en cas de décès, incapacité/invalidité, chômage) dans le cadre d'un prêt immobilier, professionnel ou personnel. L'organisme se distingue sur le marché en proposant une alternative mutualiste emprunteur qui intègre notamment une démarche de conseil et un accompagnement de l'adhérent pour le conduire du moins disant au mieux disant.

A fin 2009, MUTLOG et MUTLOG portent 15,37 milliards d'euros de capitaux initiaux couverts (tous risques confondus) Elles comptent 460000 adhérents, plus de 500 organismes partenaires dont, en particulier le Crédit d'affaires.



garanties, les deux mutuelles du groupe, plus de 500 organismes Coopératif, et réalisent 26 millions de chiffre d'affaires.

Aujourd'hui, MUTLOG propose une nouvelle offre destinée aux particuliers de 18 à 65 ans, offre novatrice sur le marché très concurrentiel de l'assurance emprunteur et qui se décline sous deux noms : Primus et Altus. Lors du lancement, le directeur général, [Hubert Dumont Saint-Priest](#) (photo) en a ainsi résumé la philosophie : « *Si les deux produits de la nouvelle offre s'adaptent à l'évolution de la prévoyance collective et proposent de nouvelles garanties, MUTLOG va au-delà pour exprimer sa solidarité. A titre d'exemple, la mutuelle intervient, que l'assuré soit atteint d'une maladie non objectivable, objet d'une rupture conventionnelle, ou encore reconnu comme aidant* »

Les dirigeants de la mutuelle insistent sur l'importance du réseau mutualiste. D'un point de vue éthique, [François Yence](#), président, explique que « *la Mutualité, premier mouvement social de France, ne peut se détourner de la question du logement et de l'accès à celui-ci* ». Sur un plan pratique, « *les mutuelles santé trouvent dans le partenariat avec MUTLOG un outil efficace de fidélisation, objectif crucial pour elles, puisque nos contrats créent des liens pour des durées allant de sept ans à plus de quinze* ». Aujourd'hui, MUTLOG a tissé un réseau de partenariat avec une centaine de mutuelles santé, présentes sur tout le territoire..

>>> www.mutlog.fr

A LIRE

« Quelles relations entre une organisation syndicale et l'économie sociale ?
Indépendance ou indifférence ? »

[Confédération FO](#)

Le 13 janvier dernier, la Confédération FO organisait un colloque sur les relations entre le syndicalisme et l'économie sociale.

Le succès remporté par cette manifestation, qui a regroupé quelque 300 participants, atteste de l'intérêt du sujet, au moment où le système économique dominant se révèle incapable de surmonter la crise qu'il a lui-même provoquée et où chacun s'interroge sur l'urgence de lui substituer un autre modèle capable de concilier efficacité économique et justice sociale.

Une synthèse du colloque est maintenant disponible.

>>> rene.valladon@force-ouvriere.fr

« DES IDEES ET DES REVES »

Arnaud Montebourg (Flammarion)

Ce livre de propositions politiques (novembre 2010 – 340 p) fait une place exceptionnellement riche au projet d'une autre économie, que l'auteur appelle le « capitalisme coopératif »

Extrait : « *Le capitalisme coopératif n'est pas une invention radicale opportunément recherchée par et pour temps de crise. Cette économie de la coopération a toujours opposé une forme de résistance méconnue au capitalisme de l'égoïsme et de la cupidité. Comme les chrétiens des catacombes, ses promoteurs ont lutté pendant des décennies dans les sous-sols, les souterrains et les cavernes. Les voici sortant à l'air libre, les yeux éblouis par la fin brutale et joyeuse de l'obscurité. Il ne sera pas question d'en faire un secteur alternatif et marginal, mais de faire des valeurs et des règles qu'il porte la loi commune de cette économie renaissante sur d'autres fondements, au service des hommes et non plus à leur détriment* »

Inutile de préciser que nous n'avons rien à ajouter.

« La politique du lien : les nouvelles dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire »

Xabier Itçaina (Presses Universitaires de Rennes)

Dans ce livre (décembre 2010 – 384 p), l'auteur étudie les nouvelles dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire, à partir d'angles méthodologiques (territoires, secteurs ou statuts juridiques) et disciplinaires (sociologie, géographie, économie, gestion et politique). Il propose des analyses lucides, évitant le double écueil de l'angélisme et de la dénonciation sans nuance des « dérives » marchandes ou institutionnelles de cette économie.

Xabier Itçaina est membre des commissions scientifiques « Economie publique » et « Economie sociale » du CIRIEC-France.

>>> Commande : <http://www.pur-editions.fr/detail.php?idOuv=2481>

Services Sociaux d'Intérêt Général : entre finalité sociale et libre-concurrence



Les services publics présentent certaines spécificités, en particulier lorsqu'il est question des services sociaux. Qu'il s'agisse du droit d'accès aux prestations de sécurité sociale, du droit d'accéder à la prévention en matière de santé ou encore de bénéficier des soins médicaux, ce sont nos droits fondamentaux qui sont en jeu. Or, l'absence de définition de ce qu'est un service public dans le Traité UE et le flou juridique qui réside autour des notions de « service d'intérêt général », de « service économique d'intérêt général », de « services sociaux d'intérêt général » menacent la qualité et l'accessibilité de ces services en laissant les collectivités territoriales et les acteurs de l'économie sociale prestataires de ces services dans une insécurité juridique.

C'est pourquoi, Pour la Solidarité a souhaité apporter un éclaircissement à cet enjeu majeur au travers d'un nouveau cahier de la Solidarité intitulé « Services Sociaux d'Intérêt Général : entre finalité sociale et libre-concurrence ». Quel modèle social européen souhaitons-nous construire ? Quel est l'avenir de nos services publics en Europe ? Comment concilier SSIG et marché unique ? Autant de questions essentielles auxquelles cet ouvrage se propose d'apporter des clefs de compréhension afin de mieux cerner une problématique majeure d'un point de vue économique,

social et démocratique.

Cette étude est agrémentée des remarquables contributions de [Francesca Petrella](#) et [Nadine Richez-Battesti](#) du Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail (LEST/CNRS) et de l'Université de la Méditerranée, d'[Ingrid Ispenian](#) d'UNA, premier réseau français d'aide et de services à domicile et enfin de [Laurent Fraise](#) du Labo de l'ESS et [Carole Salères](#) de l'UNIOPSS.

>>> Commander ou télécharger : <http://www.pourlasolidarite.eu/Services-sociaux-d-interet-general,11423>

AGENDA

“Les jeunes, l’avenir de l’entreprise coopérative”



La prochaine Journée Internationale des Coopératives aura lieu le 2 juillet 2011, sur le thème *“Les jeunes, l’avenir de l’entreprise coopérative”*. Partant du constat que le public jeune n’a pas souvent connaissance du modèle d’entreprise coopérative – peu enseigné dans les programmes éducatifs - cette journée a pour objectif de les sensibiliser à ce modèle alternatif d’entreprises.

Pour plus d’informations et utiliser le logo de l’opération (version française disponible), >>> [cliquez ici](#)

- Dîner-débat « L’économie sociale et solidaire au cœur des territoires », organisé par le CIRIEC-France. Paris, 15 juin 2011.
>>> info@ciriec-france.org
- Rencontre « Transformation du lien social dans les organisation de l’économie sociale », organisée par l’ESCEM et le CIRIEC-France. Paris, 24 mai 2011.
>>> [Programme / Inscription : http://www.escem.fr/mail/100623_mailing_recherche/mailling_recherche.html](http://www.escem.fr/mail/100623_mailing_recherche/mailling_recherche.html)
- Rencontre « Egalité, diversité : deux volets d’une même lutte contre les discriminations » organisée par le Conseil des Entreprises et Groupements de l’Economie Sociale. Paris, 19 mai 2011.
>>> inscription.ceges@ceges.org
- Journée de recherche « Gérer autrement », organisée par l’Université d’Evry Val d’Essonne. Evry, 24 juin 2011.
>>> http://www.larsgrevue.com/doc_journal/instructions/larsg_instructions_fr.pdf
- Forum international sur l’économie sociale et solidaire : « Pouvoirs publics et société civile », organisé par le Chantier de l’économie sociale et de nombreuses organisations dont le CIRIEC-Canada. Montréal (Canada), 17 au 20 octobre 2011.
>>> www.fiess2011.org
- Colloque “La course à la taille : Stratégies, processus, et modalités de regroupement, de mutualisation et d’alliances des entreprises de l’Economie Sociale (Coopératives, mutuelles, associations, fondations)” organisé par l’Association pour le développement de la documentation sur l’économie sociale. Paris, 24 janvier 2012.
>>> [Plus d’informations sur le site de la Recma](#)



● Les Rencontres du Mont-Blanc

réunissent des dirigeants d’organisations d’économie sociale de tous les continents, en vue de développer des projets internationaux et de participer au renforcement de l’économie sociale.

Cette 5^{ème} rencontre internationale élaborera une position commune de l’économie sociale, à porter devant la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable de Rio en 2012. Les participants travailleront notamment sur l’apport de l’économie sociale aux défis sociaux et environnementaux actuels.

Chamonix, 9-12 novembre 2011.

>>> www.rencontres-montblanc.coop

ADHESION AU CIRIEC-FRANCE

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale, créée il y a un siècle par un Français, le professeur Edgard Milhaud. Son objet est la recherche et l'information sur l'économie d'intérêt général : économie sociale, économie publique et économie paritaire.

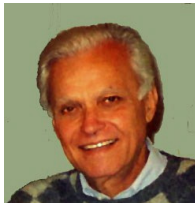
Ses travaux se réalisent au travers de réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, de publications, de colloques, de congrès mondiaux,...

Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations qui partagent des valeurs de service de l'intérêt général, de non lucrativité et de démocratie économique.

Le CIRIEC est établi dans quinze pays.

La section française est une association constituée d'adhérents, personnes physiques et morales. Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale, organismes à gestion paritaire et syndicats.

Informations-adhésions : >>> info@ciriec-france.org



Si vous souhaitez contribuer à alimenter les *Brèves* : marcel.caballero@club-internet.fr

**CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET D'INFORMATION
SUR L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE**

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org
www.ciriec-france.org

